

*Objet : DISCOURS DE M. BERNARD ACCOYER,  
NOUVEAU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE*



*Textes et discours*

*Auteur : M. Accoyer, Président de l'Assemblée*

*Date : le 26 juin 2007*

*Lieu : le palais Bourbon*

*source : [Assemblée nationale](#)*

---

**ALLOCUTION DE M. ACCOYER LORS DE SON INVESTITURE  
A LA FONCTION DE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE**

(XIII<sup>e</sup> législature)

Au moment où j'accède à l'éminente fonction à laquelle vous m'avez élu, je veux dire mon émotion, ma reconnaissance. Je pense à ma famille, à mes proches, à tous ceux dont j'ai croisé la route en Rhône-Alpes, en Haute-Savoie, mon département d'adoption, ceux que j'ai rencontrés en vivant mes passions, en exerçant mon métier, la médecine, dans la vie publique, la politique. Je ressens l'émotion d'un professionnel devenu un élu, et qui entend rester un élu de terrain, proche de ses concitoyens et convaincu que son rôle est d'exercer son mandat avec une double priorité, servir la France et écouter ses compatriotes pour les aider dans leurs difficultés et leurs attentes.

Présider l'Assemblée nationale est un très grand honneur. Je veux dire ma reconnaissance à ceux qui m'ont accordé leur confiance, ainsi que le respect, l'estime, le dévouement que je porte à tous mes collègues, quels que soient les bancs sur lesquels ils siègent. Je demeurerai tout au long de mon mandat fidèle à l'esprit qui a inspiré mes illustres prédécesseurs. Et je salue amicalement, chaleureusement, Patrick Ollier qui a su, en quelques mois, apporter lui aussi sa contribution (Applaudissements sur tous les bancs).

Tous ensemble, nous formons l'Assemblée nationale. En conséquence, chacun et chacune d'entre nous porte une part de la souveraineté nationale. Loïc Bouvard, que je remercie, vient de nous le rappeler avec son autorité souriante. Nous sommes rassemblés en ce lieu chargé d'histoire dans le même but, servir l'intérêt général, et animés par la même passion de servir la République. Élus par le peuple de France, nous avons le devoir de faire vivre pleinement notre assemblée. Soyons, comme nous y invite le Président de la République, à l'image de ceux qui ont fait et font la richesse de la France, travailleurs, inventifs, audacieux.

Je suis particulièrement attaché aux institutions de la Ve République, qui ont fait leurs preuves depuis 50 ans, après tant de crises politiques, après les drames effrayants qui ont marqué l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle. C'est dans le respect de ces institutions que le Président de la République a pris l'engagement de les adapter à notre temps, afin de mieux prendre en compte les attentes de nos compatriotes. Aussi des réformes importantes de notre règlement comme de notre fonctionnement seront-elles rapidement proposées. Il s'agit de donner à notre Assemblée un plus grand rôle dans le fonctionnement de l'État, une meilleure capacité de contrôle et d'évaluation, plus de transparence et d'efficacité pour une démocratie irréprochable.

Nous avons été trop souvent, je peux en témoigner comme beaucoup d'entre vous, prisonniers d'habitudes ou de préjugés, voire manichéens. C'est pourquoi j'ouvrirai sans tarder une concertation dans tous les domaines qui pourraient mériter une modernisation : périmètre des commissions permanentes, intégration dans leurs compétences de priorités nouvelles telles que le développement durable, ce qui pourrait poser la question du nombre de ces commissions. Je souhaite aussi que nous réfléchissions

ensemble aux moyens de renforcer notre fonction constitutionnelle de contrôle et notre information dans des domaines qui en sont actuellement exclus. Ainsi que l'a annoncé le Président de la République, nous devons travailler à un véritable statut de l'opposition.

Sur le plan international, nous aurons aussi à développer notre action. Alors que la France et l'Allemagne viennent de relancer avec bonheur la belle et grande aventure de l'Europe au service de la paix et du développement, nous devons affirmer davantage notre implication européenne.

Le Parlement représente tous les Français. Je veillerai donc à ce que nos travaux, dans leur diversité et leur qualité, soient mieux connus. Pour que notre Assemblée soit forte et respectée, nous devons être attentifs à l'image que nous donnons, par notre présence, par notre attitude lors des débats. Nous devons y penser constamment. L'écoute et le respect mutuels ne sont pas incompatibles, au contraire, avec la liberté d'expression. Même si la passion peut se comprendre en démocratie, nous devons toujours veiller à l'image que nous donnons de notre institution.

Pour ces réformes, ma méthode de travail sera le dialogue et la concertation, et mon objectif la recherche du consensus le plus large. Mais cette modernisation attendue, cette ouverture vers l'opposition, appellent en retour une attitude constructive et responsable de tous. Au XXI<sup>e</sup> siècle, dans une France que nous voulons tous exemplaire pour la démocratie, pouvons-nous impunément continuer ces batailles interminables et stériles à coup de milliers d'amendements qui conduisent à des blocages ou à des décisions autoritaires ? Je ne le crois pas. Ma préférence ira toujours au travail législatif sérieux, certes le plus souvent contradictoire, mais honnête et finalement heureux pour nos choix. C'est dans un esprit de responsabilité partagée que nous devons bâtir ensemble une démocratie moderne et apaisée où majorité et opposition dépassent leurs divergences et leurs affrontements au profit de solutions de compromis.

Quelles que soient nos opinions politiques, c'est pour la France que nous oeuvrons. Nous avons la chance et l'honneur de vivre dans l'une des plus grandes et des plus belles démocraties du monde, cette grande nation qui a tant apporté aux droits de l'homme et aux droits des peuples. Pensons à la France à chaque instant de notre mandat, pensons aux Français. C'est à quoi je m'engage, c'est à quoi je vous invite. À chacun de vous, sur tous les bancs, j'adresse des vœux sincères et chaleureux pour l'exercice de sa fonction de député. Je souhaite à notre Assemblée un travail fructueux au service de la France, afin que cette XIII<sup>e</sup> législature soit à l'honneur de la République.